

Union européenne : le scandale grec

vendredi 14 mai 2010, par [GROND Pierre-François](#), [SARTZEKIS Andreas](#) (Date de rédaction antérieure : 12 mai 2010).

La crise grecque est une crise du système capitaliste et une crise de l'Union européenne, aujourd'hui menacée de dislocation. Le plan d'austérité imposé à la population par une sainte alliance du FMI, des gouvernements de l'UE et du gouvernement socialiste grec n'est d'ailleurs pas seulement une punition infligée aux travailleurs et aux retraités grecs mais l'annonce de plans d'austérité généralisés en Europe. Les 100 milliards d'euros du plan de rigueur français de François Fillon le prouvent ! Ces éléments dramatiques dans leur application, parce qu'ils impliquent des coupes claires dans les dépenses publiques, la protection sociale et les revenus de la population, rappellent les fondamentaux de l'Union européenne que nous dénonçons depuis le traité de Maastricht de 1992.

L'Europe des 27 est aux ordres des marchés. Elle organise la concurrence, la compétition entre les peuples, les travailleurs, les systèmes fiscaux et sociaux d'Europe au plus grand profit des capitaux et des marchés. Avec une logique terrible de nivellement vers le bas.

Pour être plus compétitif que le voisin : diminuer les dépenses publiques et les impôts pour les plus riches, baisser constamment les « charges » pesant sur les entreprises, le « fardeau » qui nuit à l'investissement des fortunes, fiscaliser le moins possible les bénéficiaires des entreprises. Désormais, les gouvernements européens sont passés à une autre étape. Inquiets d'un monde capitaliste qui change d'axe et se réoriente vers l'Asie et les puissances émergentes, les capitalistes européens tremblent de perdre ici même la compétition mondiale. Dès lors les acquis sociaux accumulés par des décennies de luttes en Europe apparaissent comme des boulets dans la nouvelle donne mondiale du capitalisme. Un boulet dont il faut se débarrasser à coups de plans d'austérité, de remise en cause du droit à la retraite ou de baisses de salaire, pour mettre les travailleurs européens aux normes du standard mondial. La violence d'un tel plan implique aussi des régressions en termes de démocratie. Le FMI qui sévissait dans le tiers-monde frappe à la porte de l'Europe. Tout un symbole. L'Union européenne organisée par les traités successifs n'est pas un espace solidaire, mais une machine à détruire les acquis sociaux du mouvement ouvrier européen. Cette Europe a été conjointement construite par les conservateurs libéraux et par la social-démocratie européenne. Celle-ci nous promettait l'Europe sociale au bout du chemin des déréglementations libérales. La crise grecque est l'heure de vérité. L'Europe du capital se construit contre l'Europe des peuples. Les Grecs n'ont pas d'autre choix que d'accepter la dictature du FMI et des gouvernements de l'UE. Comme ceux-ci acceptent la dictature des marchés financiers qu'ils ont pourtant sauvés l'an passé de l'effondrement en s'endettant pour pouvoir les renflouer. Il fallait entendre un François Fillon nous expliquer que les agences de notation ne sanctionnaient pas la France. Des agences de notation que l'on connaît comme intrinsèquement liées aux Bourses et aux intérêts des marchés. Dès lors, la dette grecque est l'occasion de justifier un plan d'austérité déjà dans les tuyaux, tant il est vrai qu'en France aussi, ce même gouvernement qui a multiplié les cadeaux aux plus favorisés veut désormais faire payer la facture de la crise à la population.

Jamais l'exigence d'une coordination des résistances, des mobilisations et des alternatives à l'échelle européenne n'a été aussi impérative. C'est la solidarité et le refus de payer la note qui doit s'exprimer partout en Europe. Le PS en votant le plan imposé à la Grèce, son volant français et son taux d'intérêt à 5 % vient d'adopter une position honteuse et révoltante. Du directeur du FMI, le socialiste français Dominique Strauss Kahn, au gouvernement socialiste grec de Papandréou jusqu'à ce vote parlementaire français ; la ligne de partage qui traverse la gauche entre le « oui » au

capitalisme dans toute sa brutalité et le « non », entre adaptation et résistance, se réactualise. En Grèce comme en Europe, il s'agit de regrouper celles et ceux qui refusent les plans d'austérité, refusent de rembourser une dette qui n'est pas la leur mais le produit de 25 années de défiscalisation libérale des plus riches et des entreprises. Qui veulent une autre Europe : celle des peuples, de la solidarité et des coopérations, des services publics, des droits sociaux et démocratiques unifiés par le haut, d'une écologie sociale antiproductiviste... Bref ni l'acceptation docile des diktats de l'Europe des marchés ni le repli nationaliste mortifère de l'extrême droite.

Dès lors, une gauche anticapitaliste européenne pourrait défendre l'annulation des dettes, la nationalisation des banques européennes et la mise en place d'un service public bancaire européen qui aurait le monopole du crédit. Qui permettrait de prendre le contrôle de l'euro, de l'économie, d'imposer une autre répartition des richesses et de l'emploi, de développer des plans de reconstruction économique et sociale dans une logique de développement durable. Un changement de cap complet. Conditionné à l'engagement dans la mobilisation de millions d'hommes et de femmes révoltés. Là aussi les Grecs montrent la voie.

Pierre-François Grond

* *Paru dans Hebdo TEAN # 55 (13/05/10).*

GRÈCE, APRÈS LE 5 MAI....

Après l'énorme mobilisation du 5 Mai et malgré le drame des trois victimes dans l'incendie d'une banque, les travailleurs grecs se sont retrouvés à plus de 10 000 le lendemain pour refuser le plan d'austérité.

Après un 1^{er} Mai tourné contre le « gouvernement Pasok-FMI-Union européenne », l'enjeu de la grève générale du 5 mai n'était pas tant l'ampleur, attendue, de la grève, mais la force et le caractère des manifestations : les travailleurs allaient-ils rester chez eux, résignés par le harcèlement médiatique sur les mesures inévitables, le discours sur la patrie en danger, mais aussi par le manque de confiance dans des directions syndicales liées au Pasok, avec en prime une division du mouvement ouvrier ?

La réponse de la rue a été sans appel : à Athènes, les plus grosses manifs depuis au moins 2001, quand la mobilisation avait fait reculer Simitis (Pasok) sur son projet de casse des retraites. D'immenses cortèges dans Athènes, mais aussi de grosses manifs ailleurs, avec partout un refus catégorique de payer « leur » crise, et en prime des jets d'œufs sur des locaux du Pasok, largement élu contre la droite en septembre et prenant les pires mesures antisociales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. À Athènes, les mobilisations ont montré deux traits importants : l'ampleur de la manifestation a rapproché les différents cortèges, trop souvent séparés ces derniers temps et on a remarqué quelques cortèges en pointe, comme celui d'Olme (enseignants du secondaire) et les syndicats de base qui agissent depuis des semaines pour la mobilisation générale. Et l'exaspération : ainsi, face au Parlement, des milliers de travailleurs ont crié leur rage envers des politiciens qui les méprisent, la droite ou le Pasok, sans oublier l'extrême droite... très fidèle alliée du Pasok avec qui elle a voté les mesures antiouvrières. Et ces manifestants se sont confrontés à visage découvert avec les MAT (CRS) protégeant l'Assemblée.

Rien à voir avec l'événement qui a endeuillé cette immense mobilisation : la mort de trois employés de banque, asphyxiés par la fumée de l'incendie provoqué par des cocktails molotov jetés par quelques encagoulés. Sur les responsabilités du très puissant patron de la banque Marfin, sur celles du gouvernement et sur l'exploitation du drame, les communiqués de la Fédération des travailleurs des banques (OTOE) et du regroupement anticapitaliste Antarsya* sont clairs. Mais il faut aussi le dire très nettement : il s'agit d'un crime contre des travailleurs, dont les auteurs ne pouvaient pas ignorer la présence dans les murs. Alors, il ne faut pas laisser la mouvance qualifiée d'autonome étouffer, comme fin 2008, les mouvements de masse. C'est un enjeu crucial qui suppose que la mobilisation construise ses outils de contrôle démocratique, en particulier des comités unitaires contre le plan dit de stabilité.

Après cette tragédie, les flics se sont lancés dans une violence incontrôlée, asphyxiant Athènes de leurs armes chimiques et mettant en état de siège le quartier d'Exarcheia, avec entre autres la mise à sac du local du Réseau pour les Droits politiques et sociaux (Diktyo), blessant gravement une militante. Pourtant, malgré cette terreur et malgré le choc des trois victimes, plus de 10 000 travailleurs se sont retrouvés devant le Parlement le lendemain, pour crier non au vote des mesures.

C'est dire que la mobilisation est profonde et doit être, sans attendre, renforcée.

A. Sartzekis

* Le communiqué d'Antarsya met en cause la responsabilité du patron de la banque Marfin « *qui a obligé ses employés à travailler enfermés à clé dans un bâtiment sans protection incendie* » et celle du gouvernement « *qui a donné des ordres pour une attaque sans merci contre les centaines de milliers de manifestants [...] entravant l'accès des pompiers au bâtiment en feu* ».

* *Paru dans Hebdo TEAN # 55 (13/05/10).*

UN VOTE POUR SE FAIRE DU FRIC SUR LE DOS DES GRECS.

COMMUNIQUÉ DU NPA

Les députés ont approuvé majoritairement hier soir le versement par la France de 16, 8 milliards d'euros sur 3 ans en faveur de la Grèce.

Les députés du Parti socialiste ont voté pour. Ils ont ainsi avalisé le taux usuraire de ce prêt, à 5%, qui permettra au gouvernement français de se faire du fric sur le dos de la population grecque.

Le choix a été fait d'être solidaire des spéculateurs et donc d'accepter, en conséquence, le nouveau plan d'austérité qui va mettre les salariés du public comme du privé, la population, sur la paille, avec le gel et l'amputation des salaires, congés payés et retraites, le recul de plusieurs années de l'âge légal de départ en retraite, l'augmentation de la TVA, des licenciements facilités, les subventions publiques revus à la baisse dans l'éducation, la santé.

Dans un pays où les bas salaires, aussi bien dans le public que dans le privé, la précarité, sont largement répandus, ce plan qui frappe la population, avec le concours actif du premier ministre socialiste grec, G. Papandréou, et du socialiste D. Strauss-Kahn, président du FMI, va faire des ravages en terme de niveau de vie.

La génération à 600 euros, qui avait manifesté en décembre 2008, n'est pas près de voir sa situation s'améliorer.

Le NPA est solidaire de la grève qui débute aujourd'hui, 4 mai, pour les fonctionnaires, de la grève générale mercredi 5 mai.

Le NPA sera présent au rassemblement unitaire de solidarité, mercredi 5 mai, à 18h30, devant la Délégation de la Commission européenne à Paris, 288 boulevard Saint-Germain, Paris 7, métro Solférino.

Le 4 mai 2010.
